

*Expansion des exportations—Loi*

alors déclaré, reprenant ce qu'il avait dit au Nouveau-Brunswick: «Bien sûr qu'il y aura des emplois pour les libéraux et les néo-démocrates, mais seulement lorsque j'aurai été premier ministre pendant 15 ans et qu'il n'y aura plus un seul conservateur que je puisse nommer».

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Kristiansen:** Personne ne saurait reprocher à un parti, dont la traversée du désert a été si longue, de vouloir à tout prix donner du travail à ses copains.

**Mme Mitchell:** Et les copines?

**M. Kristiansen:** Ils n'ont pas tellement parlé des femmes. Il y aura peut-être quelques emplois pour elles aussi. Donnons aux conservateurs le bénéfice du doute, par souci de générosité. Nous aurons la même grandeur d'âme envers les conservateurs et leurs motivations que le chef de l'opposition en témoigne en matière d'assurance-maladie.

De pareils propos nous laissent envisager avec au moins un certain émoi les véritables raisons de cette magnifique générosité dont fait preuve le parti conservateur qui se croit maintenant assuré de la victoire et du pouvoir qui lui échappe depuis si longtemps.

Plus sérieusement, monsieur le Président, il existe des raisons très valables de s'assurer qu'un plus grand nombre de personnes du secteur privé, de la main-d'œuvre et d'autres secteurs au Canada participent à l'administration d'une société qui pourrait, si elle est bien gérée et dirigée, être désormais pour nous un atout important dans notre commerce d'exportation. J'espère que le gouvernement, quel que soit le parti au pouvoir, prendra certaines mesures pour assurer la représentation des principaux secteurs au Canada, que ce soit le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux—qui ont assurément des intérêts acquis—le monde des affaires et le salariat, car nombre de gens dans ces milieux ont cherché—je sais qu'il en est ainsi particulièrement dans l'industrie forestière—à étendre nos marchés. Je sais que le syndicat auquel j'appartiens toujours, le SITBA, a contribué énergiquement à la recherche et au développement de débouchés en Chine et au Japon. Il cherche également, en participant à de nombreuses tournées multigouvernementales—tournées utiles et non parties de plaisir—à visiter nos principaux concurrents sur le marché européen, essentiellement la Suède et l'Union soviétique dans les secteurs forestiers et papetiers, pour faire en sorte que nous profitions de toutes les possibilités qui peuvent se présenter de développer à la fois l'embauche et les profits. Voilà un objectif valable.

Contrairement à certains de mes collègues du NPD et de mes collègues du mouvement syndical, je suis de ceux qui croient au tripartisme. Le syndicat auquel j'appartiens est aussi depuis longtemps un des tenants de certaines démarches que cela suppose. Nous estimons que, pour la réussite du pays et de notre économie, il doit y avoir une collaboration plus

serrée entre les entreprises, la main-d'œuvre et les gouvernements, tant fédéral que provinciaux. Si nous voulons vivre ensemble, prospérer, devenir plus productifs et plus dynamiques dans la recherche de notre juste place sur les marchés internationaux, il nous faut un nouveau contrat social.

La motivation doit être positive. Il ne peut s'agir simplement d'emplois pour des amis. Il est impossible de ne pas se rendre compte que le gouvernement—and ici je pourrais parler de clique—le parti libéral, célèbre pour le nombre de ses amis soit au sein du gouvernement ou des sociétés de la Couronne, nommés à des postes vacants ou au sein de conseils de l'administration, serait remplacé par une autre machine tout aussi assoiffée de pouvoir. Leur faim de pouvoir est quelque peu différente puisqu'ils n'en ont pas l'habitude, ayant été privés pendant si longtemps, mais ils le sentent déjà ce pouvoir.

Ce qui s'est passé à la réunion qui a eu lieu dans un hôtel de l'est de Montréal éclaire assez bien les choses. Les faits ont été relatés dans le *Globe and Mail* et dans la *Gazette de Montréal* et l'article du *Globe and Mail* affirme que le nouveau chef de l'opposition promet partout dans le pays le pouvoir à son parti. «Chaque fois que les conservateurs se réunissent il leur rappelle toujours qu'ils n'ont pas le pouvoir et combien ce serait merveilleux s'ils pouvaient y accéder. Pardon, non pas que ce serait merveilleux mais que ce sera merveilleux.» C'est vraiment merveilleux, monsieur le Président, d'écouter les conservateurs évaluer leurs chances, leur faim et leur soif à l'occasion d'une réunion intime tenue dans un hôtel de l'est de Montréal. Il faut leur savoir gré d'avoir tenu cette réunion dans un hôtel de l'est, à moins qu'ils ne l'aient fait par condescendance.

Mais le favoritisme montre aussi sa tête quand on examine les objectifs du parti conservateur.

L'article précise: «Un homme» (que je ne nommerai pas) «crie: Vous deviendrez premier ministre un jour», et M. M. de répondre sur le même ton: «Vous deviendrez sénateur».

Mais le nombre de sénateurs est limité. Il est difficile de créer des vacances au Sénat parce que l'âge de la retraite des sénateurs est fixé à l'avance, à moins qu'ils ne décident de se retirer volontairement. Connaissant quelques membres de cette auguste assemblée, je doute qu'ils soient disposés à libérer la place. Et cela limite les possibilités de nominations politiques. Naturellement, étant donné la façon dont le parti libéral gouverne le pays depuis si longtemps, il n'y aura plus guère de conservateurs dans les postes clés de la Fonction publique. Naturellement, la chose à faire c'est d'ouvrir des postes dans tous les organismes et toutes les sociétés de la Couronne et offices de sorte qu'une fois que le chef de l'opposition aura été premier ministre pendant 15 ans et ne trouvera plus un seul conservateur à nommer, il pourra alors devenir un premier ministre impartial.

Je reprendrai ce discours plus tard, monsieur le Président.

**Le président suppléant (M. Corbin):** A l'ordre je vous prie. Je dois informer le député que son temps de parole est terminé.